

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 04/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PURFER ex GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT**

RD147 - Quartier de la Gare  
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-24-186-EM  
Code AIOT : 0010600304

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement PURFER ex GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT implanté 13 bis avenue de l'industrie 69960 Corbas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'Inspection a été réalisée le 22/08/2024. Cette inspection est liée à l'Action Nationale 2024 ayant pour thématique la lutte contre les trafics illégaux de déchets électriques et électroniques. Un second rapport est réalisé pour une inspection du même jour concernant, entre autres, le suivi des mise en demeure du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER ex GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
- 13 bis avenue de l'industrie 69960 Corbas

- Code AIOT : 0010600304
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2021, le groupe DERICHEBOURG-PURFER a procédé à l'acquisition du groupe ECORE et de sa filiale GDE (Guy Dauphin Environnement). L'établissement de Corbas fait désormais partie des sites PURFER. La reprise opérationnelle de cet établissement s'est faite au printemps 2022.

La société PURFER exploite sur la commune de CORBAS des installations de transit, regroupement et tri / traitement mécanique de déchets de métaux ou d'alliage de métaux non dangereux et un centre de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Pour ce site de Corbas, la société GDE avait été régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié et par agrément préfectoral du 29 octobre 2018. Les activités actuellement autorisées et exercées sur ce site sont classées (notamment) sous les rubriques n° 2712-1 (E), 2713-1 (E), 2718-1 (A), 2791-1 (A) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le changement d'exploitant fait l'objet d'une instruction en cours au moment de la présente inspection.

L'établissement de Corbas est exploité sur une surface totale de 15 600 m<sup>2</sup>, dont 11 000 m<sup>2</sup> de surface et bâtiments à usage industriels.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Trafic D3E

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Sans objet
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43	Sans objet
4	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
5	Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	Sans objet
6	Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)	Sans objet
7	Respect des	Arrêté Ministériel du 23/11/2005,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	exigences de traitement des composants	article Article 2 (2)	
8	Extraction des piles et accumulateurs portables	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)	Sans objet
9	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réceptionne des DEEE, dont la plupart sont issus de refus de tri de déchets métalliques réceptionnés.

Il ne réalise aucun traitement de DEEE sur site.

L'exploitant est autorisé par son arrêté préfectoral à réceptionner les DEEE constatés et respecte les volumes maximaux de stockage autorisés. Par ailleurs, il réalise correctement la traçabilité des DEEE réceptionnés, dispose des contrats adéquats avec les éco-organismes et réalise le stockage des DEEE dans des conditions ne représentant pas de risques pour l'environnement.

De plus, les DEEE réceptionnés ne sont pas expédiés à l'étranger.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant est autorisé par son arrêté préfectoral daté du 15/01/2014 à exploiter la rubrique 2711-2 sous le régime de Déclaration avec Contrôle (DC) concernant le tri, transit, regroupement et préparation de DEEE pour un volume de 175 m <sup>3</sup> . Lors de sa visite, l'Inspection constate que les DEEE présents sur site sont, pour la plupart, des refus de tri issus de la réception des déchets métalliques réceptionnés. Le volume stocké constaté est inférieur au volume maximal autorisé. L'exploitant dispose d'un outil de suivi en temps réels des stocks présents sur site. Une extraction réalisée grâce à cet outil indique qu'au jour de la visite, 30,14 tonnes de DEEE était présents sur site.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant assure un suivi de l'ensemble des déchets réceptionnés sur son site par l'actualisation d'un registre des déchets. Ainsi, les DEEE réceptionnés sont tracés par le biais de cet outil. De plus, l'Inspection constate que l'exploitant utilise et remplit Trackdéchets concernant l'évacuation des DEEE. Les extractions réalisées par l'Inspection avec l'outil Trackdéchets permettent de constater que les DEEE affiliés à des déchets dangereux ou contenant des Polluants Organiques Persistants (POP) sont mentionnés. Par mail du 09/08/2024, l'exploitant a transmis des Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) daté du 21/02/2024 (2,38 tonnes), du 03/07/2024 (1,38 tonnes) et du 05/08/2024 (9,46 tonnes).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon</p>

les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.

Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

#### **Constats :**

L'exploitant ne réalise aucun traitement ni aucune analyse des DEEE réceptionnés.

L'exploitant recense sur la plateforme Trackdéchets l'ensemble des DEEE réceptionnés.

L'Inspection constate qu'une partie des DEEE réceptionnée en 2023 contiennent des Polluants Organiques Persistants (POP) (12 sorties en 2023-2024). Ces éléments sont correctement tracés sur l'application Trackdéchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Contrat avec un éco-organisme**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé

#### **Prescription contrôlée :**

I. - Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un

producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Constats :**

L'exploitant indique à l'Inspection avoir signé un contrat avec deux éco-organismes concernant la gestion des DEEE. Par mail du 23/08/2024, il a transmis à l'Inspection les éléments suivants. - Un contrat avec ECOSYSTEM daté du 09/04/2024 (pour l'ensemble des sites PURFER). - L'attestation de contrat avec ECOLOGIC daté du 02/01/2024.  
Ces contrats font spécifiquement mention de l'exploitation PURFER de Corbas et définissent les opérations autorisées par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1

**Prescription contrôlée :**

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :

- que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;
- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;
- que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;
- les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;
- le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.

**Constats :**

Le contrat signé avec ECOSYSTEM mentionne l'ensemble des informations demandées notamment :

- des modalités concernant l'amélioration de l'exploitation (stockage, traitement, gestion, etc. )



des DEEE, - les modalités de contrôles pouvant être réalisées par l'éco-organisme, - l'obligation par l'éco-organisme d'enregistrer les informations nécessaires au registre national, - des informations concernant les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets, - la liste des sites ayant signé un contrat avec un éco-organisme (ensemble des sites PURFER), - les éléments mentionnant que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :</p> <p>Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ;</li> <li>-piles et accumulateurs ;</li> <li>-cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ;</li> <li>-cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ;</li> <li>-matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;</li> <li>-déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;</li> <li>-tubes cathodiques ;</li> <li>-chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ;</li> <li>-lampes à décharge ;</li> <li>-écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;</li> <li>-câbles électriques extérieurs ;</li> <li>-composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;</li> <li>-composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ;</li> <li>-condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur &gt; 25 mm, diamètre &gt; 25 mm ou volume proportionnellement similaire).</li> </ul> <p>Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés</p>

conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne réalise aucun traitement des DEEE réceptionnés. Aucune extraction de fluides (pour les DEEE) n'est donc réalisé sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Respect des exigences de traitement des composants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des exigences de traitement des composants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous :  -tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ; -équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ; -lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne réalise aucun traitement des DEEE réceptionnés. Ces opérations ne sont donc pas réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Extraction des piles et accumulateurs portables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 1 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne réalise aucun traitement des DEEE réceptionnés. Ces opérations ne sont donc pas réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

**Prescription contrôlée :**

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.
- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
  - la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;
  - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
  - l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :

- elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;
- les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;
- les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;
- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

**Constats :**

L'Inspection constate que l'entreposage des DEEE est réalisé dans des conditions adéquates.

Le stockage est réalisé sur une aire étanche. Cette dernière est reliée à un réseau de collecte des eaux et fuites équipé d'un séparateur d'hydrocarbure avant rejet au réseau.

L'entreposage n'est pas réalisé sous un abri spécifique mais ne présente pas de risques particuliers.

Le site est équipé des équipements suivants permettant la pesée des DEEE :

- un pont bascule à l'entrée du site permettant de peser les camions / véhicules à leur entrée sur site,
- une balance de moindre capacité permettant de peser les apports de déchets par des particuliers (plus faible quantité),

Il est également équipé d'un système de traitement des eaux.

Comme indiqué précédemment, l'exploitant ne réalise aucun traitement des DEEE et ne dispose donc pas de pièces détachées / batteries issus de ces derniers.

Cependant, si nécessaire, il dispose de bennes, caisses étanches spécifiques permettant le stockage de ces éléments dans des conditions adéquates.

Type de suites proposées : Sans suite